



# La résilience du nationalisme face aux régionalismes et à la mondialisation

Christophe Jaffrelot, Alain Dieckhoff

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot, Alain Dieckhoff. La résilience du nationalisme face aux régionalismes et à la mondialisation. Critique Internationale, Presses de sciences po, 2004, pp.125-139. hal-01020081

**HAL Id: hal-01020081**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01020081>**

Submitted on 7 Jul 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# La résilience du nationalisme face aux régionalismes et à la mondialisation

---

par Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot

Le nationalisme, à n'en pas douter, aura été l'un des phénomènes majeurs des deux derniers siècles. Une manifestation frappante en a été la multiplication des États-nations : la planète comptait une dizaine d'États, pour la plupart européens, au début du XIX<sup>e</sup> siècle ; il y en a près de deux cents aujourd'hui. Cet accroissement témoigne de la force du principe d'autodétermination, qui proclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes<sup>1</sup>.

On a toutefois pu se demander si le nationalisme n'avait pas atteint le sommet de sa courbe étant donné les multiples remises en cause dont l'État-nation fait depuis peu l'objet. Il est en effet de notoriété publique que son rôle au sein du système mondial est de plus en plus battu en brèche sous l'effet de forces transnationales et de la régionalisation. Mais, si la fin de l'État-nation devait advenir, impliquerait-elle pour autant celle du nationalisme ? Rien n'est moins sûr.

---

## Nationalisme et mondialisation

Les hérauts de la mondialisation voient souvent dans la globalisation néolibérale un mécanisme d'intégration des peuples à l'échelle de la planète et donc la meilleure parade aux excès du nationalisme et, plus précisément, à son caractère potentiellement

---

1. Daniel Moynihan, *Pandaemonion : Ethnicity in International Politics*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

belligère. À les en croire, la généralisation progressive de l'économie de marché ne pourra que faire reculer le nationalisme, et la mondialisation, qui finira par occulter les frontières politiques, le rejettera définitivement aux oubliettes de l'histoire. La poursuite des intérêts économiques ne cessant de gagner du terrain sur la défense des identités nationales, des unités plus adaptées à la poursuite de cet objectif – des États-régions, ou encore des zones économiques transfrontalières – se développeront aux dépens d'États-nations devenus dysfonctionnels<sup>2</sup>. Cette approche est évidemment simpliste. Elle n'accorde en particulier aucune attention à la capacité de résistance du nationalisme et aux interactions complexes entre cet « isme » et la mondialisation.

### Le transnationalisme dans les traces (cybernétiques) du nationalisme

Roland Robertson, l'auteur qui a introduit, au début des années 1980, le mot *globalisation* dans le vocabulaire des sciences sociales, situe la genèse de ce processus au XV<sup>e</sup> siècle, lorsque les idées de nation, d'individu et d'humanité ont fait simultanément leur apparition en Europe<sup>3</sup>. Il y aurait donc de fortes affinités entre les notions de mondialisation et de nation. De fait, pour les nombreux théoriciens de la mondialisation qui s'inspirent explicitement des modèles du nationalisme de Karl Deutsch ou de Benedict Anderson, les processus transnationaux sont très semblables à ceux qui ont débouché sur la construction des nations. Pour Deutsch, celles-ci sont chaque fois nées de la densification des réseaux de communication sur un territoire donné<sup>4</sup> ; et, selon Anderson, le phénomène national découle de la formation d'une communauté linguistique à la suite d'un développement rapide de l'imprimé (c'est l'ère du *print capitalism*) – en plus de l'essor d'élites administratives appelées à sillonner les territoires d'États centralisés<sup>5</sup>.

À l'heure de la mondialisation, les communications débordent les frontières ; les médias électroniques sont même en mesure de les ignorer presque totalement et sont, à ce titre, un vecteur privilégié – voire le symbole – de la globalisation. Pour les théoriciens de la mondialisation, celle-ci s'inscrirait donc dans le prolongement de la construction nationale dont elle suivrait les mêmes voies : celles de la communication qui permettrait de dépasser l'État-nation. Dans les années 1980-1990, l'essor des moyens de communication à l'échelle planétaire a ainsi conduit Ulf Hannerz à annoncer l'avènement d'un « œcumène mondial »<sup>6</sup> et Arjun Appadurai à considérer que si le « capitalisme de l'imprimé » d'Anderson avait créé les nations, le « capitalisme électronique » d'aujourd'hui pouvait présider à l'avènement d'un monde postnational. Selon lui, les médias électroniques peuvent en effet donner naissance à des « communautés de sentiment » qui ont la particularité d'être « transnationales, et même postnationales »<sup>7</sup>. Pour Mike Featherstone, la mondialisation devrait même déboucher sur une « culture mondiale »<sup>8</sup>.

Les théoriciens « classiques » du nationalisme ont réagi à ces analyses avec

vigueur en considérant qu'il fallait se garder d'enterrer trop vite l'État-nation. Pour Anthony Smith, l'expression « culture mondiale » est contradictoire dans les termes. Même si les réseaux de communication diffusent aujourd'hui des produits standardisés à l'échelle de la planète, cela ne signifie pas qu'ils ont le pouvoir d'éroder les identités nationales. La « culture mondiale » – dans la mesure où cette formule a un sens – manque pour cela de profondeur historique. Contrairement aux cultures nationales, elle est « sans mémoire », et il ne peut d'ailleurs en être autrement. Les conflits entre États-nations ayant été la règle dominante jusqu'à aujourd'hui dans la plupart des régions du monde, à quel passé commun cette culture mondiale pourrait-elle bien se référer ? Par contraste, pour Smith, les nations s'articulent autour d'un « noyau ethnique » composé de symboles, de souvenirs et de mythes qui, à travers la langue, la religion et la culture, façonnent une identité collective ; cette dynamique ne peut naturellement pas se reproduire dans le cadre d'une « culture mondiale »<sup>9</sup>.

Les approches de Featherstone et de Smith sont évidemment trop tranchées. Les cultures nationales ne peuvent pas rester à l'écart des flux mondiaux, mais ces derniers ne sont pas non plus en mesure de créer une « culture mondiale » parce qu'il y a en effet dans cette locution une contradiction intrinsèque. Si certains traits et symboles culturels circulent à travers le monde, ils se chargent de valeurs et de significations variables selon les contextes. Les éléments culturels transnationaux que transmettent les réseaux de communication et les modes de consommation propagés par les entreprises multinationales sont toujours réinterprétés par ceux qui les reçoivent : ils sont comme « vernacularisés ». En Inde, l'industrie cinématographique a ainsi absorbé et indigénisé les normes hollywoodiennes, et MacDonald a dû inventer des menus végétariens. Au Japon, à Taïwan ou en Corée du Sud, l'appropriation de MacDonald par les sociétés locales a d'ailleurs atteint un degré tel que la jeunesse de ces pays, lorsqu'elle voyage aux États-Unis se réjouit

---

2. Kenichi Omae, *De l'État-nation aux États-régions*, Paris, Dunod, 1996.

3. Roland Robertson, « Interpreting Globality », dans R. Robertson, *World Realities and International Studies*, Glenside, The Pennsylvania Council for International Education, 1983 ; « The Relativization of Societies : Modern Religion and Globalization », dans Thomas Robbins, William C. Shepherd and James McBride (eds), *Cults, Culture and the Law : Perspectives on New Religious Movements*, Chicago, Scholars Press, 1985.

4. Karl Deutsch, *Nationalism and Social Communication. An Inquiry into the Foundation of Nationality*, Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1969.

5. Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996.

6. Ulf Hannerz, « Notes on the Global Ecumene », *Public Culture*, 1/2, 1989.

7. Arjun Appadurai, *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, p. 81.

8. Mike Featherstone, « Global Culture : An Introduction », dans M. Featherstone (ed.), *Global Culture. Nationalism, Globalization and Modernity*, Londres, Sage, 1990.

9. Anthony Smith, « Towards a Global Culture ? », dans *ibid.*, p. 180-181.

de retrouver *son* style de cuisine<sup>10</sup>. Ces exemples illustrent bien le concept de « *glocalisation* » inventé par James Clifford pour lequel les styles de vie venus du vaste monde font toujours l'objet d'une adaptation et même d'une traduction dans l'idiome local<sup>11</sup>. Mais les faits de communication et, en particulier, la circulation des modèles culturels ne sont que l'une des dimensions de la mondialisation ; les migrations et la déterritorialisation – qui découle pour partie des phénomènes migratoires – en sont deux autres facettes importantes dont l'impact sur les identités nationales est tout aussi ambigu.

### Déterritorialisation, migration et « nationalisme à distance »

La mondialisation repose essentiellement sur une compression de l'espace-temps<sup>12</sup> qui rend possible « l'accroissement de la connectivité et la déterritorialisation »<sup>13</sup>. C'est, de fait, le déclin des territoires qui porte probablement le coup le plus décisif à l'État-nation<sup>14</sup>. Ce phénomène a surtout été étudié à propos du développement de flux transnationaux tels que les investissements des multinationales ou certains trafics illicites. Dès 1980, James Rosenau avait prédit que ce phénomène entraînerait « une transformation et même un effondrement du système des États-nations tel qu'il existe depuis quatre siècles »<sup>15</sup>. Selon lui, la scène mondiale était désormais dédoublée : elle se caractérisait par la superposition d'un réseau de flux transnationaux et d'un système international encore structuré selon la logique des États-nations.

Du point de vue du nationalisme, les plus décisifs de ces flux transnationaux sont les migrations, qui peuvent conduire les individus à changer d'allégeance, et, plus précisément, à transférer celle-ci de leur nation d'origine à leur société d'accueil ou à combiner les deux suivant une alchimie inédite. Chez Linda Basch, le transnationalisme est précisément défini comme le processus « par lequel les migrants tressent des relations sociales à plusieurs rameaux, qui relient leur société d'origine à celle dans laquelle ils vivent »<sup>16</sup>, de sorte qu'« ils agissent, prennent des décisions et développent des subjectivités et des identités s'inscrivant dans des réseaux de relations qui les connectent simultanément à deux ou plusieurs États-nations »<sup>17</sup>. Appadurai insiste, lui aussi, sur le rôle croissant des flux migratoires dans la formation du monde postnational – phénomène qu'il décrit comme l'apparition de nouveaux *ethnoscapes*<sup>18</sup>. Selon lui, ces mouvements de population produisent à la longue des diasporas qui perdent le contact avec leur pays d'origine et sont incapables de donner une dimension territoriale à leur imaginaire. Sikhs, Tamouls, Haïtiens, Arméniens et autres migrants formeraient ainsi de véritables « communautés postnationales »<sup>19</sup>.

Pour notre part, nous contestons l'idée selon laquelle les diasporas sont incompatibles avec le nationalisme et lui sont moins favorables que la sédentarité. Sans doute, comme le relève Peter van der Veer, y a-t-il « contradiction entre l'image discontinue de territoires juxtaposés que véhicule le discours nationaliste et le

pouvoir de transgression des espaces inhérents aux migrations »<sup>20</sup>. Mais pourquoi faudrait-il définir le nationalisme d'abord en référence au territoire ? Le nationalisme procède bien plus souvent d'un rapport ambivalent à l'Autre. Cet autre est généralement un dominant qui règne par la force ou s'adonne au pillage des ressources économiques – voire pratique les deux à la fois, comme dans le cadre colonial. Il est simultanément stigmatisé et jalouxé par la société locale où le mélange de ces sentiments contradictoires est à l'origine d'un véritable ressentiment. C'est de ce mélange des genres que procède la dynamique fondatrice du nationalisme : il s'agit à la fois de défendre son identité et d'imiter l'Autre pour l'égaliser, voire le surpasser. Cette genèse complexe implique en général l'invention d'un Âge d'or sur lequel les dominés reportent tout ce qui fait – à leurs yeux – la force du dominant pour mieux reconquérir l'estime d'eux-mêmes et forger une identité nationale<sup>21</sup>.

Si l'on adopte la relation à l'Autre comme pierre de touche du nationalisme, on peut certainement disjoindre cette idéologie de l'attachement à un territoire et considérer que les nationalismes des migrants peuvent en fait être encore plus forts, voire plus nombreux, puisque les contacts avec les « Autres » ne cessent de se multiplier et gagnent en intensité. En outre, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle la nostalgie de la mère patrie nourrit, chez ces migrants aux effectifs toujours plus massifs, le sentiment nationaliste, de sorte que les communautés déplacées seraient encore plus enclines à l'activité nationaliste que celles qui sont restées au pays.

10. James Watson, « China Big Mac Attack », *Foreign Affairs*, 79 (3), mai-juin 2000, p. 120-134.

11. James Clifford, *The Predicament of Culture. Twentieth Century Ethnography, Literature and Art*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1988.

12. David Harvey, *The Condition of Post-Modernity*, Oxford, Blackwell, 1989.

13. Malcolm Waters, *Globalization*, Londres, Routledge, 1995.

14. James Rosenau, *Turbulence in World Politics*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1990 ; Bertrand Badie, Marie-Claude Smouts (dir.), *L'international sans territoire*, Paris, L'Harmattan, 1996. Le phénomène de déterritorialisation est analysé par Rosecrance comme le produit des innovations technologiques qui permettent aux entreprises, puis aux États, de réduire l'espace dont ils ont besoin pour leur production économique. Aujourd'hui, les activités les plus lucratives étant celles du secteur des services ou des technologies de pointe, l'État moderne devient un État « virtuel », une tête de réseau lié par toute une batterie de moyens de communication aux États producteurs, les seuls pour lesquels le territoire demeure important. Voir Richard Rosecrance, « The Rise of the Virtual States », *Foreign Affairs*, 75 (4), juillet-août 1996.

15. J. Rosenau, *The Study of Global Interdependence*, New York, Nichols, 1980, p. 12.

16. Linda Basch et al. (eds), *Nations Unbound*, Langhorne (Pennsylvania), Gordon and Breach, 1994, p. 7.

17. *Ibid.*

18. Néologisme formé sur *landscape* et qu'il faudrait donc rendre par « ethnages », ce qui ne serait pas aussi parlant. Appadurai mentionne aussi des *technoscapes* (à partir des transferts transfrontaliers de technologie), des *finanscapes* (à partir des transactions financières) et des *ideoscapes* (à partir des idéologies et contre-idéologies nées de la rencontre entre valeurs occidentales des Lumières et cultures « périphériques ») (cf. A. Appadurai, *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*, op. cit., p. 3 et suiv.).

19. *Ibid.*, p. 165.

20. Peter van der Veer (ed.), *Nation and Migration : The Politics of Space in the South Asian Diaspora*, Philadelphia, Pennsylvania University Press, 1995, p. 2.

21. Pour plus de détails sur cette grille de lecture du nationalisme, voir Christophe Jaffrelot, « For a Theory of Nationalism », *Questions de recherche/Research in Question*, 10, 2003, [www.ceri-sciences-po.org](http://www.ceri-sciences-po.org).

C'est précisément ce qu'Anderson appelle le « nationalisme à distance ». Pour lui, la mondialisation ne met pas fin au nationalisme, bien au contraire. En alimentant de nouveaux flux migratoires, « le capitalisme, dans son agitation perpétuelle, ne cesse de produire de nouvelles formes de nationalisme »<sup>22</sup>. En conservant le mot « nationalisme », Anderson souligne bien à propos des continuités là où ceux qui parlent d'un monde « postnational » voient des ruptures. Pourquoi ? D'abord parce que le nationalisme a toujours profité des migrations et de l'exil, qu'il s'agisse d'un véritable déplacement physique (par exemple chez des réfugiés politiques comme Mazzini ou Kossuth) ou de l'exil intérieur de ceux qui se sentent dépossédés de leur propre culture par l'industrialisation, l'action homogénéisante de l'État, la colonisation ou la domination par des forces étrangères<sup>23</sup>. Ce type de relation à l'Autre a effectivement alimenté le nationalisme dans le passé, la plupart des nationalismes étant alors le fait d'intellectuels vivant à l'étranger – philosophes français en Grande-Bretagne ou sujets des colonies faisant leurs études en métropole. Le nationalisme est très souvent une idéologie de l'exil.

Le nationalisme à distance est donc un nationalisme comme les autres, qui surgit et se modèle sur la base d'un matériau ethnique en relation à l'Autre, l'Autre méprisant de la métropole<sup>24</sup>. Un trait particulier du nationalisme à distance tient toutefois à son extrême radicalisme. De fait, « le nationaliste à distance n'a à redouter la prison, la torture ou la mort ni pour lui-même ni pour ses proches »<sup>25</sup> et se permet donc d'être sans concession aucune. La thèse d'Anderson est ici illustrée par de nombreux mouvements – arméniens, kurdes, tamouls de Sri Lanka, croates, sikhs, etc. –, dans lesquels les nationalistes de l'extérieur sont souvent plus radicaux que leurs « compatriotes » restés sur place.

Le nationalisme à distance ainsi décrit est-il réellement déterritorialisé ? En fait, l'émigration implique rarement un véritable adieu à la terre de ses ancêtres : bien souvent, les membres d'une diaspora vont et viennent entre la mère patrie et le reste du monde ; ils ont même parfois deux maisons et vivent tantôt ici, tantôt là. Même lorsqu'il n'en est pas ainsi, les migrants conservent le plus souvent la mémoire vivace de leur pays, de leur village et de leur région d'origine. Mais qu'en est-il lorsqu'il n'existe plus aucun contact physique et que le souvenir s'estompe ? C'est ici qu'il faut comprendre que pour les nationalistes, comme l'a remarqué Walker Connor, « la patrie ethnique est beaucoup plus qu'un territoire »<sup>26</sup> ; elle est « dotée d'une dimension émotionnelle et fait l'objet d'une quasi-vénération ». Pour les nationalistes à distance, le territoire est une construction, et l'effet de déterritorialisation induit par la migration n'empêche pas la constitution d'une idéologie nationaliste complète, fondée sur le rapport à l'Autre mais faisant aussi une place au territoire – même sous une forme purement virtuelle et imaginaire. Si l'hybridation séduit certains migrants, d'autres sont ainsi davantage attirés par la réinvention de leur différence<sup>27</sup> et épousent la cause du nationalisme à distance.

Gabriel Sheffer va même jusqu'à soutenir que les diasporas ne sont pas contre l'État-nation. Même celles dominées par les nationalistes à distance « œuvrent de toutes leurs forces à aider les membres de leur ethnie restés au pays à atteindre leurs objectifs nationaux, et (...) aiment passionnément l'idée d'État-nation »<sup>28</sup>. Le nationaliste à distance ne demande en effet rien d'autre qu'un État-nation répondant aux canons classiques, qui repose sur une identité ethnique menacée tant dans son pays d'origine que, parfois, dans la société d'accueil – du fait du racisme, par exemple – et qui doit s'incarner dans un État-nation ethnique où l'émigré espère habiter un jour. Du coup, le nationaliste à distance valorise bel et bien un territoire, berceau de son identité réinventée.

En outre, contrairement à ce qu'affirme la propagande des mouvements xénophobes dans les pays développés ou émergents, « la plupart des communautés diasporiques ne menacent en rien la souveraineté des pays hôtes »<sup>29</sup>. En général, elles cherchent à s'intégrer dans la société d'accueil et dans son espace public, même quand elles adhèrent au nationalisme à distance, parce que c'est seulement à cette condition que l'État d'accueil interviendra en leur faveur sur la scène internationale<sup>30</sup>. Il en résulte que « la conclusion presque inévitable et assez paradoxale est que, en cette ère d'expansion du postnationalisme, la plupart, sinon tous les membres des réseaux transnationaux soutiennent l'idée et la pratique de l'État-nation »<sup>31</sup>.

Résumons : la mondialisation constitue certainement un défi pour l'État-nation – entre autres parce qu'elle érode les souverainetés nationales – mais elle ne conduit pas nécessairement au dépérissement du nationalisme. Premièrement, l'expansion des réseaux de communication au-delà des frontières – ces mêmes réseaux qui ont contribué au processus de construction nationale durant les deux derniers siècles – ne créera pas une « culture mondiale » mais débouchera sur des cultures *nationales* « glocalisées ». Deuxièmement, la diasporisation du monde ne mettra sans doute pas fin au nationalisme non plus. Cet « isme » devant finalement plus au rapport à l'Autre qu'au territoire, il peut très bien, loin de s'éteindre, se réinventer sous la forme de variantes « à distance ». Mais, si la mondialisation n'est pas en mesure

22. B. Anderson, *The Spectre of Comparisons : Nationalism, Southeast Asia, and the World*, Londres/New York, Verso, 1998, p. 59.  
23. *Ibid.*, p. 60-65.

24. En même temps, Anderson fait remarquer que le développement des nationalismes à distance a été favorisé par la montée du multiculturalisme dans la plus grande partie du monde développé, y compris aux États-Unis.

25. *Ibid.*, p. 74.

26. Walker Connor, « The impact of homelands upon diasporas », dans Gabriel Sheffer (ed.), *Modern Diasporas in International Politics*, London, Croom Helm, 1986, p. 16.

27. J. Clifford, *The Predicament of Culture. Twentieth Century Ethnography, Literature and Art*, op. cit.

28. G. Sheffer, *Diaspora Politics. At Home Abroad*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 210.

29. *Ibid.*, p. 217.

30. Sur ce point, le cas de la diaspora juive est des plus instructifs. Voir Yossi Shain, *Marketing the American Creed Abroad : Diasporas in the US. and their Homelands*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

31. G. Sheffer, *Diaspora Politics. At Home Abroad*, op. cit., p. 209.



de remettre en cause le nationalisme d'une façon significative, la régionalisation du monde n'est-elle pas en train, elle, de le battre en brèche ?

---

## Régionalisme et nationalisme

Le dépassement de la nation par le régional suit principalement deux voies. La première est celle des « pan-nationalismes »<sup>32</sup>, qui visent à élargir la nation en réunissant au sein d'une seule communauté politique des États déjà existants, sur la base d'une supposée culture commune (religion, langue, histoire en partage). On a observé plusieurs mouvements de ce type dans l'histoire – panslavisme, panarabisme, pan-turquisme, panafricanisme – mais, s'ils ont parfois réussi à susciter un sentiment d'appartenance commune (l'arabité, par exemple) et à donner naissance à des organisations régionales dans lesquelles les pan-nationalistes voyaient les premières incarnations de leurs projets (Organisation de l'unité africaine, Ligue arabe...), aucun n'a atteint son but ultime et les tentatives de construction d'un État couvrant l'ensemble de la zone visée ont toutes échoué. Le monde arabe a ainsi connu un nombre record de fusions, mais l'entreprise la plus sérieuse n'a vécu que trois ans (fusion de l'Égypte et de la Syrie pour former la République arabe unie de 1958 à 1961), et son échec a porté un coup fatal à l'idée d'unité arabe. La plupart des pan-nationalismes ont avorté parce qu'ils étaient fondés sur une fausse prémisse selon laquelle la contiguïté territoriale et les affinités culturelles seraient suffisantes pour engendrer des intérêts communs et produire une proximité sociale. Or il n'en a rien été. La géographie et la culture se sont finalement révélées de piètres facteurs d'unité. En fait, les différences à l'intérieur d'un continent (par exemple l'Afrique) sont souvent très importantes et il arrive que les relations intracontinentales soient à peu près inexistantes alors que les relations intercontinentales sont très développées<sup>33</sup>.

Les difficultés rencontrées par le pan-nationalisme ont fait paraître plus prometteuse, par contraste, la seconde voie : il s'agit là de construire des institutions régionales en laissant intactes les structures étatiques existantes, avec l'espoir que la coopération croissante finira par éroder les nationalismes. La régionalisation – entendue comme regroupement d'États contigus en vue de coordonner les politiques nationales et de renforcer la coopération – est devenue une réalité tangible du système international dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La région est ici une entité à plusieurs niveaux : unité géographique et écologique, système social d'interactions culturelles, politiques et économiques, coopération organisée et institutionnalisée, société civile, formation historique dotée d'une identité distincte agissant en acteur politique et jouissant d'une certaine légitimité<sup>34</sup>. Une région pleinement développée – l'Union européenne pourrait en être le modèle – vérifiera ces cinq critères. Mais la plupart sont beaucoup moins avancées. On a donc affaire ici à une catégorie hétérogène qui renvoie à « des zones de coopération

incluant des États, voire des sous-continentaux entiers (le cône Sud de l'Amérique, l'Amérique du Nord, la région Pacifique) et des espaces transfrontaliers entre plusieurs régions subnationales appartenant à des États différents (la Neisse<sup>35</sup>, les nouvelles zones de développement économique en Asie orientale) »<sup>36</sup>.

Le régionalisme a connu deux grandes périodes dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1960 et 1970, c'est le « vieux » régionalisme qui a prévalu : créé à l'initiative des États, marqué par le monde bipolaire, introverti et protectionniste en matière économique, limité à des objectifs spécifiques (sécurité, économie...) et strictement interétatique. La fin des années 1980 et les années 1990, elles, ont vu émerger au sein du monde multipolaire un « nouveau » régionalisme qui résulte, au moins partiellement, de dynamiques issues du tissu social et économique (entreprises, réseaux transnationaux...), qui est compatible avec une économie mondiale ouverte et multidimensionnelle (politique, sociale, économique) et qui constitue l'un des éléments de ce nouveau système international où les acteurs non étatiques sont très actifs<sup>37</sup>. Cette nouvelle dynamique régionale a donné naissance dans les années 1990 à plusieurs dispositifs importants : la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Mercosur, l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). En Europe, le processus d'intégration a franchi un pas décisif en 1993 avec l'avènement de l'Union européenne en application du traité de Maastricht, tandis que l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) créait une zone de libre-échange. Diverses organisations interrégionales se sont également constituées, comme le Forum de coopération économique Asie-Pacifique, la Zone de libre-échange des Amériques ou le Partenariat euro-méditerranéen (ou « Processus de Barcelone »).

Toutefois, si le régionalisme a indéniablement connu une impulsion nouvelle au cours des quinze dernières années, le phénomène n'est pas homogène. La diversité des projets régionaux est même frappante. L'objectif de l'Aléna est de promouvoir le libre-échange entre le Canada, le Mexique et les États-Unis ; il est dépourvu de tout arrière-plan politique. L'Asean dispose au contraire d'une structure institutionnelle, il est vrai assez faible. La coopération politique y est strictement inter-

32. A. Smith, *National Identity*, Harmondsworth, Penguin, 1991, p. 171.

33. W. Connor, *Ethnonationalism : The Quest for Understanding*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

34. Björn Hettne, « The Regional Factor in the Formation of a New World Order », dans Yoshikazu Sakamoto (ed.), *Global Transformation : Challenges to the State System*, New York, United Nations University Press, 1994.

35. Cette « euronrégion » associe la Saxe, la Bohême du Nord et les Sudètes polonaises et joue un rôle essentiel dans le processus de recomposition territoriale de l'Allemagne, de la République tchèque et de la Pologne. Voir François Bafoïl, « Entre mémoire et attente : une approche sociologique de la frontière Neisse », *Cahiers du ROSES*, Grenoble, 1, mars 1995.

36. Marie-Claude Smouts, « La région comme nouvelle communauté imaginaire ? », dans Patrick Le Galès, Christian Lequesne (dir.), *Les paradoxes des régions en Europe*, Paris, La Découverte, 1997, p. 38.

37. B. Hettne, « Globalization and the New Regionalism : The Second Great Transformation », dans Björn Hettne, Andras Inotai, Osvaldo Sunkel (eds), *Globalism and the New Regionalism*, Londres, Macmillan, 1999, p. 8-9.

gouvernementale et l'intégration économique n'est pas impulsée par les États, comme en Europe, mais par la communauté régionale des milieux d'affaires qui fonctionne de manière informelle. Le Mercosur, en Amérique du Sud, est beaucoup plus ambitieux : son but est à la fois de créer un marché commun et de construire une communauté de pays démocratiques stables. Enfin, l'Union européenne est une entité *sui generis* où les mécanismes intergouvernementaux, les institutions supranationales et les réseaux socio-économiques sont en interaction permanente.

On a souvent tendance à partir du principe que la régionalisation a pour effet d'estomper le nationalisme, comme si la construction d'un cadre régional impliquait nécessairement un transfert de pouvoirs à ce nouvel échelon et donc, progressivement, le relâchement de l'intérêt pour l'État-nation. Mario Telo considère ainsi que « le nouveau régionalisme va probablement mettre un frein à l'exploitation politique des identités nationales et à la manipulation de l'ethnicité ou du fondamentalisme religieux en ces temps de crise économique et d'accroissement de la misère et de l'exclusion sociale »<sup>38</sup>.

Si cet effet d'atténuation existe bien, il dépend beaucoup du type de régionalisme à l'œuvre. Comme pour le pan-nationalisme, la contiguïté territoriale ne facilite pas nécessairement le rapprochement au sein d'une organisation régionale. Et même, en de nombreux points du globe (Moyen-Orient, Afrique subsaharienne...), les contrastes entre pays – comme les différences de niveau de développement – l'interdisent. Là où le régionalisme a été instauré, la faiblesse de ses institutions et la persistance des pratiques de type intergouvernemental laissent intacte la prééminence de l'État et empêchent le transfert d'allégeance – aussi modeste soit-il – en faveur du niveau supranational. L'Asean représente ici un cas intéressant d'organisation régionale qui s'est vue renforcée, après la fin de la guerre froide, par les États eux-mêmes qui souhaitent ainsi affirmer leur indépendance nationale face à la montée en puissance de l'Occident. Pour des États fragiles comme la Malaisie, ethniquement hétérogène et socialement complexe, l'Asean est un cadre protecteur car elle leur donne une légitimité politique : ici, la construction nationale utilise « un détour par l'extérieur »<sup>39</sup>. Avec l'Asean, le régionalisme est au service du nationalisme. L'avènement, dans les années 1990, de l'idéologie de l'asiatisme n'y a rien changé. Et même le discours sur les supposées valeurs asiatiques (respect de la famille et de l'État, goût de l'épargne et du travail, importance de l'éducation de masse...) exalté par les plus grands leaders politiques et certains universitaires, surtout à Singapour et en Malaisie, ne visait pas vraiment à promouvoir un sentiment d'identité partagée entre les membres de l'Asean mais plutôt à légitimer une « démocratie asiatique » fondée sur un État fort et sur une définition « holiste » (c'est-à-dire non individualiste) des droits de l'homme<sup>40</sup>.

En Amérique, le régionalisme a eu un impact limité sur les identifications nationales. Ainsi, l'Alena, qui s'est de toute façon donné des objectifs d'intégration

modestes, n'a guère apaisé un nationalisme mexicain essentiellement nourri d'anti-impérialisme et dirigé avant tout contre les États-Unis. Quant à l'intégration régionale promue par le Mercosur, si elle a facilité le rapprochement de pays partageant un même attachement à la démocratie, elle n'a pas permis de dépasser le niveau de l'État-nation. L'Union européenne paraît promettre davantage à cet égard. Elle constitue un système de gouvernement résolument nouveau et polycentrique, déconnecté, au moins en partie, de ses éléments nationaux ; mais son influence sur le nationalisme n'est pas univoque.

### Europe : le chemin tortueux du postnationalisme

Beaucoup voient dans la construction européenne une expérience politique qui, pour reprendre l'expression de Karl Deutsch, rendrait possible de « dépasser le nationalisme »<sup>41</sup>. Mais que faut-il entendre par là ? Si, en Europe occidentale, le nationalisme représentait encore dans l'entre-deux-guerres un phénomène de masse possédant un fort potentiel de mobilisation, il n'en va plus de même soixante-dix ans plus tard : de nombreux indices attestent une érosion du patriotisme, surtout chez les jeunes. Le sentiment de fierté nationale, la confiance dans l'armée et la volonté de défendre le pays en cas de guerre ont considérablement diminué. En même temps, la confiance dans les peuples voisins (par exemple entre Allemands et Français) et le sentiment d'appartenir à une communauté européenne se sont développés de manière spectaculaire. Bref, la tendance générale est clairement au déclin du nationalisme<sup>42</sup>. Néanmoins, on ne peut attribuer ce recul à l'émergence d'une conscience européenne supranationale ; la raison en est bien plutôt la généralisation des valeurs individualistes, qui sape à la base l'*ethos* essentiellement collectif du nationalisme. Par ailleurs, l'approbation largement majoritaire dont bénéficie l'unification de l'Europe ne procède pas tant d'une représentation de soi comme « Européen » que de préoccupations nationales (bénéfice économique tiré de l'adhésion à l'Union, renforcement de l'audience internationale des pays adhérents...). En somme, l'Europe n'est pas encore entrée dans une phase postnationaliste<sup>43</sup>.

De fait, même si le nationalisme a cessé d'être le grand moteur socio-politique qu'il a été dans l'entre-deux-guerres, sa force reste indéniable à trois niveaux. Tout d'abord, l'attachement des citoyens à leur identité nationale demeure élevé. Il est

38. Mario Telo, « Introduction », dans M. Telo (ed.), *European Union and New Regionalism. Regional Actors and Global Governance in a Post-Hegemonic Era*, Aldershot, Ashgate, 2001, p. 15.

39. David Camroux, « Un détour par l'extérieur : unité nationale et politique étrangère en Malaisie », *Les cahiers du CERI*, 11, 1994.

40. Jean-Luc Domenach, « L'asiatisme, une idéologie pour l'Asie ? », dans D. Camroux, J.-L. Domenach (dir.), *L'Asie retrouvée*, Paris, Le Seuil, 1997.

41. K. Deutsch, *Nationalism and Social Communication : An Inquiry into the Foundation of Nationality*, op. cit.

42. Mattei Dogan, « The Decline of Nationalisms within Western Europe », *Comparative Politics*, 26 (3), avril 1994, p. 281-305.

43. Mathieu Deflem, Fred Pampel, « The Myth of Postnational Identity: Popular Support for European Unification », *Social Forces*, 75 (1), septembre 1996, p. 119-143.

particulièrement prononcé dans les pays tels que le Danemark ou la Grande-Bretagne, où il va de pair avec un fort sentiment anti-européen, mais il est loin d'être marginal en Grèce ou en France. Dans ce dernier pays, les partisans du « non » au traité de Maastricht ont bien failli l'emporter en septembre 1992, ce qui montre clairement que des millions de Français n'étaient pas disposés à réduire davantage la souveraineté nationale. Il faut bien en conclure qu'il n'existe pas aujourd'hui d'espace public européen pouvant constituer la base solide d'une culture politique commune. Bien sûr, la construction d'un droit européen, d'un marché commun et d'une union monétaire, l'institution de la citoyenneté européenne, le renforcement de la coopération dans divers domaines montrent que l'intégration régionale va de l'avant, mais on est bien loin d'un espace public partagé. Ce déficit s'est manifesté en particulier lors des élections européennes de juin 1999 : le taux d'abstention moyen a été de 51 %, mais il a atteint 77 % en Grande-Bretagne, et des niveaux encore très élevés dans plusieurs États fondateurs (près de 71 % aux Pays-Bas, presque 55 % en Allemagne, 53 % en France). En outre, même si certaines élites (milieux d'affaires, intellectuels...) opèrent déjà dans un environnement européen, la société civile européenne est encore dans les limbes, la grande majorité des Européens évoluant exclusivement, ou de préférence, dans leur milieu national.

Deuxièmement, le nationalisme est également présent comme force de réaction à l'intégration européenne sous la forme d'un véritable national-populisme<sup>44</sup>. Cette tendance politique, qui défend une conception fermée de l'identité nationale où l'hostilité à l'égard des immigrés joue un rôle central, a remporté de nombreux succès durant les quinze dernières années. En France, le leader du Front national, avec 20 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2002, a réussi à assurer sa présence au second tour ; en Autriche, le parti de Jörg Haider est devenu le deuxième du pays à l'occasion des élections législatives d'octobre 1999 et a pu entrer dans la coalition gouvernementale ; au Danemark, les élections de novembre 2001 ont hissé le Parti populaire au troisième rang des forces politiques, et cette formation soutient depuis lors (sans y participer) le gouvernement libéral-conservateur minoritaire. Tous ces partis entendent réaffirmer une conception forte, exclusive et parfois biologisante de la nation et rejettent le projet européen, qu'ils considèrent comme un complot dangereux contre l'existence même des nations.

L'attitude anti-européenne de ces nationalismes populistes est partagée par des formations qui, pour le reste, leur sont radicalement opposées : les mouvements nationalistes séparatistes, qui représentent la troisième variante du nationalisme en Europe<sup>45</sup>. Le Vlaams Blok en Belgique et la Ligue du Nord en Italie militent pour l'éclatement de leurs pays respectifs et revendiquent l'indépendance de leurs régions – Flandre et « Padanie » –, autrement dit la création de nouveaux États qui protégeraient des îlots d'identités collectives « menacées » par l'effacement des frontières dont le projet européen est porteur<sup>46</sup>. Il est intéressant de remarquer que leurs

homologues d'extrême gauche (l'ex-Batasuna au Pays Basque, le Sinn Féin en Irlande du Nord, A Cuncolta independista en Corse) partagent les mêmes soupçons à l'égard de la dynamique européenne, qui selon eux renforcera « la colonisation économique étrangère » et conduira à la dilution des identités régionales/nationales.

Seuls les mouvements autonomistes, qui luttent pour l'élargissement de leurs pouvoirs institutionnels à l'intérieur des États existants, ont une vision positive du processus : aux yeux du Parti national écossais, de Convergence et Union en Catalogne, du Parti nationaliste basque, du Parti social-chrétien en Flandre, une Europe fédérale serait un excellent moyen de limiter les pouvoirs de l'État central et de renforcer ceux des régions. Lorsque les leaders autonomistes sont au pouvoir dans leurs régions (comme Jordi Pujol le fut en Catalogne entre 1980 et 2003), ils pratiquent à Bruxelles une paradiplomatie visant à développer le rôle international de leur région et à court-circuiter leur propre État. Des quasi-ambassades sont installées en Europe mais aussi en Amérique et en Asie. La coopération interrégionale est favorisée : un exemple bien connu est celui du réseau reliant la Catalogne au Bade-Wurtemberg, à la Lombardie, à la région Rhône-Alpes et au Pays de Galles. Pour ces nationalistes modérés, la construction européenne doit accélérer l'avènement d'une Europe des régions se substituant à l'Europe des États.

Néanmoins, la pérennité de l'identification nationale (sous forme de l'attachement persistant à l'État-nation, du nationalisme réactif ou du « nationalisme régionaliste ») ne permet guère d'imaginer que l'Europe soit aujourd'hui au seuil d'une ère postnationaliste. Ceux qui le souhaiteraient partent de l'idée que l'État-nation classique n'est plus le cadre idéal de l'expression de la volonté politique des citoyens, et donc qu'il est impératif de consolider un cadre politique européen<sup>47</sup>. Le but serait de promouvoir un véritable « patriotisme constitutionnel » ; autrement dit d'inventer une motivation nouvelle, universaliste (et fondamentalement non nationaliste) de la participation politique, qui reposerait sur l'adhésion aux valeurs de la démocratie et de l'État de droit. Jürgen Habermas voit dans l'Union européenne « le premier exemple d'une démocratie par-delà l'État national »<sup>48</sup>. Pour lui, ce projet n'implique pas la création d'un nationalisme européen parce que « niveler les identités nationales des États membres et les fondre en une "nation appelée Europe" n'est ni possible ni souhaitable »<sup>49</sup>. Son idée est plutôt de tirer parti de la dimension universaliste et constitutionnaliste du nationalisme à l'euro-péenne : « Je ne méconnaiss

44. Guy Hermet, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2001, p. 349-379.

45. Alain Dieckhoff, *La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2002.

46. L'alliance avec Forza Italia, de Silvio Berlusconi, a amené la Ligue du Nord à abandonner officiellement son projet sécessionniste au profit de la mise en place d'une large autonomie interne.

47. Jean-Marc Ferry, *La question de l'État européen*, Paris, Gallimard, 2000.

48. Jürgen Habermas, *Après l'État-nation : une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000, p. 141.

49. *Ibid.*, p. 105.

nullement le double visage de la nation, première forme moderne d'identité collective qui se nourrit encore des projections d'une communauté d'origine. Elle oscille entre la naturalité imaginaire d'un peuple ethnique et la construction juridique d'une nation de citoyens. Mais les voies sur lesquelles l'État-nation s'est constitué en Europe de l'Ouest et du Nord, en Europe centrale et en Europe de l'Est – voies qui conduisent de l'État à la nation ou de la nation à l'État – témoignent du caractère construit de cette nouvelle formation de l'identité, qui est fondée sur le droit et les médias de masse (...). Si cette forme d'identité collective s'affirme sous l'effet d'un mouvement d'abstraction aux multiples conséquences, allant de la conscience locale et dynastique à la conscience nationale et démocratique, pourquoi un tel processus d'apprentissage n'aurait-il pas des prolongements ? »<sup>50</sup>

Un tel objectif nécessite le découplage juridique de la communauté politique (Europe) et de la catégorie culturelle d'identité nationale, autrement dit, il implique de faire la distinction entre citoyenneté et nationalité. Les citoyens exprimeraient leur volonté politique au niveau européen, tandis que la satisfaction de leurs besoins identitaires passerait par les États-nations de l'Union.

Cette disjonction paraît problématique à deux égards. Tout d'abord, il est difficile d'imaginer que l'allégeance à un centre politique européen puisse se faire sans un minimum de sentiment d'identification à l'Europe. Deuxièmement, si le transfert de souveraineté à l'Union continue, dissolvant toujours plus le cadre politique de l'État-nation, pourquoi ce dernier resterait-il pertinent sur le plan culturel ? Cette situation serait problématique tant pour un État comme la France, où la politique a joué un rôle structurant majeur dans l'émergence de la culture politique, que pour un État multinational comme la Belgique, qui a déjà délégué les questions culturelles à des entités subnationales. Si l'intégration européenne se poursuit, le scénario pourrait au contraire se présenter ainsi : l'identification culturelle resterait attachée au niveau de l'État dans les pays petits et relativement homogènes (Pays-Bas, Portugal, Irlande, Danemark), mais se situerait de plus en plus au niveau régional dans les grands. Le postnationalisme n'est aujourd'hui qu'un projet, mais même si un peuple européen se constituait peu à peu, il est probable que les citoyens européens évolueraient encore longtemps dans un système de cercles concentriques d'allégeances (subnationale, nationale et supranationale) vécues avec des intensités variables, l'échelon de l'État-nation restant le plus structurant de tous.

**L**e nationalisme donne maintes preuves de sa résilience en dépit de sa mort sans cesse annoncée. L'État-nation est certes affecté par la mondialisation et la régionalisation, qui lui arrachent tous les jours un peu de sa souveraineté, mais le nationalisme n'est pas touché dans les mêmes proportions. Premièrement, les cultures nationales résistent à la mondialisation. Les réseaux de communication mondiaux ont beau véhiculer des symboles et des modes de consommation standardisés dans le monde

entier, ces derniers sont le plus souvent indigénisés au niveau local. Deuxièmement, les migrations donnent naissance à des diasporas dont l'allégeance politique paraît assez lâche ; mais ceux des migrants qui n'optent pas pour des formes de culture hybrides sont en train d'inventer une nouvelle forme de « nationalisme à distance » qui se nourrit de l'interaction avec l'Autre comme n'importe quel autre type de nationalisme. La régionalisation, elle non plus, n'a pas pour effet d'atténuer le phénomène nationaliste. Aucun des « pan-ismes » n'a été fructueux et la création de forums de coopération régionale n'a pas affaibli les identités nationales. En Europe, le processus de construction européenne a même renforcé des penchants national-populistes dans la plupart des États membres. L'Union européenne bénéficiera peut-être un jour d'un transfert d'allégeance, mais cela prendra du temps, un tel processus impliquant de découpler les deux faces du nationalisme, l'universalisme et le particularisme, comme le reconnaît lui-même Habermas.

Si le nationalisme n'est pas menacé aujourd'hui par en haut, certaines forces venues d'en bas sont cependant susceptibles de le remettre en cause. La prolifération des revendications fondées sur des identités spécifiques conduit certains à pronostiquer une irrésistible ascension du néotribalisme à l'échelle mondiale, les individus recherchant de plus en plus à se regrouper selon des critères religieux ou ethniques<sup>51</sup>. Ainsi, les mouvements islamistes, qui contestent, au nom de communautés soi-disant « naturelles », l'association politique tissée par les allégeances citoyennes, représentent une subversion du principe nationaliste. Ce que Jürgensmeyer appelle le « nationalisme religieux » constituerait ainsi la menace la plus significative à laquelle le nationalisme soit aujourd'hui confronté. Mais, si l'on en juge par les modalités d'émergence de l'islamisme ou d'un protestantisme conservateur ramifié à travers les continents, la fabrique de ces idéologies religieuses procède d'un rapport on ne peut plus ambivalent à l'Autre, comme le nationalisme. ■

**Alain Dieckhoff** est directeur de recherches au CNRS, rattaché au CERI. Il travaille actuellement sur les rapports entre citoyenneté, ethnicité et État au Moyen-Orient. Il a dirigé récemment *Israéliens et Palestiniens. La guerre en partage* (Paris, Balland, 2003, avec Rémy Leveau) et *La constellation des appartenances. Nationalisme, libéralisme et pluralisme* (Paris, Presses de Sciences Po, 2004). E-mail : [dieckhoff@ceri-sciences-po.org](mailto:dieckhoff@ceri-sciences-po.org)

**Christophe Jaffrelot** est directeur de recherches au CNRS et directeur du CERI. Il travaille actuellement sur les questions du nationalisme et de la démocratie en Asie du Sud. Il a récemment publié « For a Theory of Nationalism » (*Questions de recherche/Research in Question*, 10, 2003, [www.ceri-sciences-po.org](http://www.ceri-sciences-po.org)) et a dirigé *Pakistan : Nationalism without a Nation ?* (Londres, Zed Books, 2002). E-mail : [jaffrelot@ceri-sciences-po.org](mailto:jaffrelot@ceri-sciences-po.org)

50. *Ibid.*, p. 108-109.

51. Mathew Horsman, Andrew Marshall, *After the Nation-State. Citizens, Tribalism and the New World Order*, New York, HarperCollins, 1994 ; Mark Jürgensmeyer, *Religious Nationalism Confronts the Secular State*, Delhi, Oxford University Press, 1996 ; Michael Walzer, « Le nouveau tribalisme », *Esprit*, novembre 1992, p. 44-57.